

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19511 - 75ÈME ANNÉE

Une semaine après l'annonce du président de la République, le Premier ministre reporte à plus tard la présentation d'une stratégie de sortie de crise

Coronavirus et déconfinement : toujours pas de plan en France

Le 13 avril dernier, le président de la République a annoncé la fin du confinement à partir du 11 mai. Hier, 19 avril, le Premier ministre s'est exprimé pour présenter encore des mesures sectorielles mais pas une stratégie de sortie de crise. Il faudra encore patienter quelques jours si tout va bien, voire deux semaines. Autrement dit, l'improvisation continue. En raison de son intégration à la France, La Réunion subit les conséquences de ces errements parisiens.

Le discours du président de la République le 13 avril dernier, et celui du Premier ministre hier, confirment la volonté du gouvernement de sortir du confinement le 11 mai prochain. La population était en droit d'attendre de la part du pouvoir la présentation d'un plan de sortie de crise avec des mesures précises. En effet, cela fait déjà près de deux mois que la France est confrontée à l'épidémie de coronavirus. Le retard pris dans le contrôle sanitaire et les quarantaines imposées aux personnes en provenance de ce pays est à l'origine de la contamination de La Réunion, tandis que des passagers transportés par Air France ont contribué à celle de Madagascar, pour se limiter à notre région. Ce délai laissait donc largement le temps aux dirigeants de la France de s'organiser pour présenter cette

stratégie. Dans une interview le 17 avril dernier, la directrice régionale de l'ARS n'avait-elle pas dit en substance qu'à la différence de La Réunion, la France dispose de toutes l'expertise nécessaire pour prendre des décisions ?

Mais hier, le Premier ministre n'a toujours pas présenté cette stratégie, seules des mesures sectorielles ont été annoncées.

Encore du bricolage

L'expérience montre que la fin du confinement dans des pays moins touchés que la France par l'épidémie passe par le port du masque obligatoire, ainsi que par une politique de tests systématiques afin de connaître le plus précisément possible quelles sont les personnes qui peuvent transmettre le coronavirus, et de prendre les mesures de quarantaine appropriées. Or, la France n'a pas la possibilité de tester et de fournir des masques à tout le monde. Pour les tests, le ministre de la Santé a indiqué qu'actuellement, la moyenne quotidienne doit se situer au-dessus de 25.000 alors que pour le 11 mai, l'engagement est de réaliser 500.000 tests par jour. A ce rythme, il faudrait plus de trois mois pour tester l'ensemble de la population française.

Le ministre de la Santé a annoncé

que la France sera capable de produire 17 millions de masques « grand public » par semaine. Sans doute est-il prévu que ce rythme sera atteint d'ici le mois de mai. La France ayant plus de 60 millions d'habitants, c'est très insuffisant et la France compte sur les importations en provenance de la Chine pour sauver la situation.

Au sujet de la rentrée scolaire prévue pour le 11 mai, c'est encore l'improvisation la plus totale : rien n'est décidé. Des pistes ont été avancées, comme des cours par moitié de classe afin que les élèves puissent aller à l'école un jour sur deux, une réouverture échelonnée par région en fonction de l'intensité de l'épidémie. Pendant ce temps, de nombreux commerces seront toujours interdits d'ouvrir le 11 mai. Pourtant, lors du déclenchement du confinement, la fermeture des écoles et universités avait été annoncée plusieurs jours avant celle des lieux devant recevoir du public, à l'exception des commerces jugés indispensables par le gouvernement, comme les magasins de bricolage !

L'importance d'une stratégie

En Kanaky-Nouvelle Calédonie, le niveau d'autonomie de ce territoire

de la République a permis au gouvernement local de prendre la décision de sortir du confinement dès aujourd'hui. Le nombre de cas est très inférieur à celui de La Réunion. Ce choix est contesté par le Conseil coutumier qui estime que le déconfinement est insuffisamment préparé et risque donc de causer une flambée de l'épidémie de coronavirus dans l'archipel. Ceci montre toute l'importance de présenter bien en amont une stratégie bien précise afin que la population sache à quoi s'en tenir et puisse sortir en confiance.

Et la « continuité territoriale » de la Région ?

Si la stratégie de la France reste toujours inconnue, le Premier ministre a souligné que le retour à la normale sera long, et a déconseillé de voyager loin pendant les prochaines vacances de l'été dans l'hémisphère Nord. Cette remarque est pleine de bon sens. En effet, la France reste un des pays les plus touchés au monde par le coronavirus, il ne faudrait donc pas que ses ressortissants soient encore à l'origine de cas importés dans d'autres pays, comme ici à La Réunion.

Si les voyages lointains sont déconseillés par le Premier ministre, alors ils sont encore plus à éviter vers la France, un des épicycles mondiaux de la pandémie de coronavirus. Se pose alors la question de la pertinence de dispositifs comme l'aide aux compagnies aériennes desservant la France versée par la Région Réunion. D'un montant de près de 50 millions d'euros par an, cette aide consiste en une subvention partielle d'un billet d'avion pour aller en France selon des critères très généreux. Or, la logique voudrait qu'une politique publique ne contrarie pas la lutte contre la propagation du coronavirus à La Réunion.

M.M.

Madagascar : déconfinement progressif, reprise des cours et des transports urbains

Hier, le président de la République de Madagascar a présenté la stratégie de sortie de crise qui s'appliquera chez nos voisins à compter de cette semaine. Cette orientation est rendue possible en raison du faible nombre de cas confirmés officiellement dans la Grande île. En effet, des restrictions bien plus précoces sur les arrivées qu'à La Réunion ont permis de limiter drastiquement le nombre de cas importés, bien qu'une compagnie comme Air France ait continué de transporter des passagers venant de pays qui étaient déjà gravement infectés début mars, comme l'Italie.

Ainsi, le nombre de cas officiellement reconnu est d'une centaine, dont 63 en raison de contact avec une personne ayant contracté le COVID-19 à l'étranger, surtout en France.

Cette stratégie s'articule autour de deux points : la découverte d'un médicament renforçant les défenses immunitaires et le port obligatoire du masque en cas de sortie.

Lors de son intervention télévisée, Andry Rajoelina a souligné la découverte d'un remède sous forme de solution buvable par l'Institut malgache des recherches appliquées (IMRA), dénommé « Covid Organics ». Celui-ci est à base d'une plante, l'Artemisia. Les essais cliniques réalisés sur des patients des CHU d'Anosiala et d'Andohatapenaka au cours de la semaine passée ont été concluants. Des laboratoires étrangers débiteront des essais cliniques au cours de cette semaine.

Il a également annoncé la reprise des cours pour les classes devant passer les examens officiels. Les classes de terminale et de troisième reprendront les cours à partir du mercredi 22 avril ; et les classes de septième à partir du lundi 27 avril. Les élèves recevront gratuitement des masques qu'ils devront porter, et recevront également le remède « Covid Organics ». Ils devront également respecter les gestes barrières.

Le président malgache a également décidé le déconfinement progressif à Antananarivo, Fianarantsoa et Toamasina, ainsi qu'un service minimum assuré par les services publics et la reprise autorisée des activités des entreprises du secteur privé durant une demi-journée, de 6 heures à 13 heures. Le port de masque sera obligatoire lors des sorties sous peine de sanctions (travaux d'intérêt général). Des masques seront distribués gratuitement par les fokontany pour ceux qui n'en ont pas.

Les transports publics urbains reprennent aujourd'hui, avec une limitation du nombre de passagers : taxis limités à 3 passagers ; taxi-be limités à 18 passagers, avec interdiction d'utiliser les strapontins. Les passagers devront obligatoirement porter un masque et respecter les gestes barrières, dont la distanciation sociale. Les contrevenants à ces mesures seront sanctionnés, notamment par une mise en fourrière du véhicule.

Par contre, les taxi-brousse reliant les villes ne sont pas encore autorisés à circuler.

Enfin, le couvre-feu est maintenu de 21 heures à 4 heures du matin.

Coronavirus : 300 000 morts en Afrique « dans le meilleur des cas »

La pandémie de Covid-19 pourrait tuer au moins 300.000 Africains et risquerait de pousser 29 millions de personnes dans l'extrême pauvreté, alerte la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Pour éviter la catastrophe, au moins 40 milliards de dollars doivent être débloqués pour pratiquer des tests de dépistage au COVID-19, et 100 milliards de dollars seront nécessaires pour que les Etats de notre continent aient suffisamment d'argent pour protéger la population.

Dans le meilleur des cas, « il se peut que 300.000 Africains perdent la vie à cause de la maladie », relève l'agence onusienne dans un nouveau rapport sur la pandémie présenté virtuellement vendredi à Addis Abeba (Éthiopie). Ce scénario 'optimiste' indique que même avec une « distanciation sociale intense », le continent pourrait voir plus de 122 millions d'infections et 2,3 millions d'hospitalisations.

Dans le pire des cas (aucune intervention), l'Afrique pourrait compter 3,3 millions de décès et 1,2 milliard d'infections, selon le rapport de la CEA.

« Le scénario A est le pire scénario, caractérisé par l'absence d'intervention. Selon ce scénario, le modèle prévoit aussi 22,5 millions d'hospitalisations et 3,3 millions de décès en Afrique cette année », relève l'agence onusienne. Elle insiste sur le fait que les stratégies d'atténuation ciblées sur la

distanciation sociale réduisent considérablement la charge des systèmes de santé et le nombre de décès.

En tout cas, ces différentes projections mettent en lumière la vulnérabilité des systèmes de santé africains. « L'Afrique est particulièrement vulnérable car 56 % de sa population urbaine est concentrée dans des bidonvilles ou habitations informelles et seulement 34 % des ménages africains ont accès à des installations de base pour se laver les mains », a déclaré Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la CEA, citée dans le communiqué.

44 milliards de dollars pour les tests

Dans le meilleur des cas, c'est-à-dire l'adoption de mesures d'arrêt de la transmission accompagnées d'une distanciation stricte, près de 44 milliards de dollars seraient nécessaires pour les tests, les équipements de protection individuelle et les traitements, selon le rapport.

Le pire des scénarios (sans aucune mesure d'atténuation) coûterait 446 milliards de dollars et « l'Afrique serait dans l'incapacité de traiter ne serait-ce qu'une fraction du nombre de malades ».

Le coronavirus est arrivé tardivement en Afrique. Mais il s'enracine progressivement sur le continent, avec désormais plus de 18.000 cas

de contamination et 942 morts.

Outre ces prévisions préoccupantes sur le plan sanitaire, le Covid-19 pose de gros obstacles à la croissance africaine. Alors que la pandémie continue d'avoir un impact sur les économies en difficulté du continent, la CEA estime que la croissance ralentira de 3,2 % à 1,8 % dans le meilleur des cas.

Dans le pire des cas, l'agence onusienne prévoit une contraction de l'économie africaine pouvant atteindre 2,6 % en 2020. Une façon pour la CEA de rappeler que les coûts économiques de la pandémie sont « plus durs que l'impact direct du Covid-19 ».

« À travers le continent, toutes les économies souffrent du choc soudain sur les économies. La distanciation physique nécessaire pour contenir la pandémie étouffe et noie l'activité économique », a fait valoir Mme Songwe.

Plus largement, la pandémie mondiale va faire plonger au moins 5 à 29 millions de personnes sous le seuil de pauvreté extrême de 1,90 dollar par jour. En outre, les créations annuelles d'emplois formels (qui se chiffrent actuellement à 3,7 millions) devraient diminuer de 1,4 à 5,8 %. La CEA prévoit également une augmentation du nombre d'emplois informels et vulnérables (plus de 60 % des hommes et près de 75 % des femmes travaillent dans le secteur informel en Afrique) et des dépenses à la charge des ménages pauvres et vulnérables.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Lo onz ni sar mont dan lé o ! Lo onz ni sava la foré !

Kan prézidan la fé son dèrnyé kozman li la di konfineman i arète lo 11 mé. Mèm té la nuite nout dé la fanm la fé in dansrone dann salon. Mé kan nou la kalkil in kou, nout kontantman la fané : lo tan la konfinans téi doi dir ankor in moi. Aprés, kan lo pti blan la kozé lété konmsi li téi koz tousèl pars, ankor in moi konmsa l'avé do koi kass nout moral.

Mé nout sirpriz lété pankor fini é sak moin l'avé pèr antann moin la antann. Kosa moin la antann d'après zot ? Moin la antann sa tousèl pars mon gouvèrnman té apré ral son karang, fatigé par lo zanons moin la mark an-o la. Donk moin la antann la pa lo onz pou toulmoun é sak lé vyé, sak néna landikapé, sak lé frazil, sak néna la komorbidité (kosa sa i vé dir sa ?)-sré ti pa in maladi i sort larshipèl bien koni. Bon pou sa mèm, mé pou nout par ni sava zoué prolongasyon.

Dépitasyon la mont dsi moin : lo onz moin té i trouv té loin, Astèr si i dépass lo onz mon kab prinsipal va pété-mon kab la vi si zot i vé. Li la pa di anou pou koué épou kèss, li la larg anou sa konmsa, konmsi nout libèrté lété fini ariv konm in shifonn papyé. Pars laz nou lé fine trapé, n i sava pèrd ankor in an la dsi ! Moin téi koné pa si téi fo pléré, sansa kriyé, sansa an kor bate mon tête dann mir. Kosa i sava fé la ? Kosa i sava fé ankor, Zézi mari mondyé ségnèr. Shien mèg.

Oté, moin la parti dormi, mé inposib bien fèrm lo zyé, inposib larg in bon somèye, la voi Makron téi rézone dann mon tête konm in voi d'dyab avèk korn, tridan é tout lo tranbléman é li téi di : « A ! A ! konfineman i arète ? Arèteré ! Pars la pa pou bann toboz konm zot. Dizon zot i antèr l'ané konmsa mèm ! »... Mé zami si moin téi trap sa, sirman moin téi fé la bouyi sanm li. Dizon tousèl moin nora pa gagné mé nout dé la fanm oui é si té pa asé nou na in voizin lé konm nou dsi l'déklin... Alor mi oi li mal rant nout min.

Gran matin lo zour la lévé moin la sote atèr é mi di la fanm : « Ou i koné kosa lo pti blan-blan la di yèr soir ? ». El i di amoin biensir èl i koné : nout kalvèr i arète lo onz. Néni mi di aèl, pou nou i fo mète ankor in bout dési. Oui pou nou sa i arète la Sin Glinglin... El la di amoin : « sin Glin Glin sa la pa dann kalandriyé sa ! ». Moin la réponn aèl : « Makron la trouvé li ! » El la vni pal épi èl la di : « kosa ni fé lo onz ? ». Moin la réponn aèl takotak : « lo onz ni sar monte dan lé-o, lo onz nou v 'alé la foré. Pti pa , Pti pa v 'arivé ! » konm Ousanisava i shant.

NB Vizilans ! lo pti prézidan la di li fé pa inkéstyonn laz avèk sa, mé alon vèye ali konm lé dsi l'fé. Sé in mantèr par profésyon.

Justin